## DEPARTEMENT Loir et cher CANTON Romorantin-Lanthenay COMMUNE Romorantin-Lanthenay

## REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

## ARRETE DU MAIRE

<u>OBJET</u>: Libertés Publiques et Pouvoirs de Police: Autres Actes Règlementaires Installation d'une tonnelle 5x5 m – 43 rue Georges Clemenceau

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-24, L 2213-1 et L 2213-2 :

Vu le Code de la route :

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la signalisation routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre I – 6ème et 8ème parties ;

Vu la loi n° 82 - 213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;

Vu la demande de Madame Laurence CADOUX-DAVID - FLOREAL BY L - 43 rue Georges Clemenceau - 41200 ROMORANTIN-LANTHENAY;

Considérant qu'il est nécessaire de règlementer le stationnement et la circulation des piétons, afin de permettre l'installation d'une tonnelle de 5 x 5 m, 43 rue Georges Clemenceau, du vendredi 24 Mai 2024 au dimanche 26 Mai 2024 ;

Afin de préserver la sécurité publique ;

## - ARRETE -

Article 1: Madame Laurence CADOUX-DAVID – FLOREAL BY L, est autorisée à installer une tonnelle, au droit du 43 rue Georges Clemenceau, du vendredi 24 Mai 2024 au dimanche 26 Mai 2024;

<u>Article 2</u>: Pendant la durée de l'installation de la tonnelle, le stationnement sera interdit sur la place située au droit du n° 43 rue Georges Clemenceau et les piétons seront renvoyés sur le trottoir opposé depuis les passages piétons les plus proches ;

<u>Article 3</u>: La signalisation conforme à la législation en vigueur est à la charge du demandeur et sous sa responsabilité et doit être mise en place 72 h 00 avant le début des travaux ;

<u>Article 4</u>: Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie et tout agent de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté;

Article 5: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <a href="https://www.telerecours.fr">https://www.telerecours.fr</a>.

A ROMORANTIN-LANTHENAY, le 25 Avril 2024

Le Maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte

Publié ou notifié le

0 3 MAI 2024

Date de mise en ligne sur le site internet : - 6 MAI 2024

Par délégation du Maire,

Adjoint RAN

Adjoint RAN

Philippe SEGUIN